

## Situation générale

Conseil Syndical Régional - 23 Novembre 2015

(Denis Schnabel)

Cher(e)s Camarades,

La situation générale est sans contestation liée à l'état de guerre, traduit par les attentats tragiques et l'Etat d'Urgence. Les Français avaient un peu oublié depuis le 11 janvier que notre pays est encore et toujours en guerre et ses attentats si lâches et atroces nous rappellent à la réalité, comme le 11 septembre l'avait rappelé aux Etats Unis.

Je voudrais rendre hommage aux victimes fauchées par la barbarie et à leurs familles. Les témoignages de compassion et de soutien ont été nombreux. Merci à nos camarades des Commissions Ouvrières Espagnoles des Asturies et aux camarades du Chili pour leurs messages de solidarité.

La vie avait repris ses droits, comme à chaque fois, d'autant que les bombardements français se passent bien loin de notre pays. Et pourtant, la situation de milliers de réfugiés Syriens fuyant leur pays en guerre était là pour rappeler cette situation qui dure depuis plus de 5 ans. Ce retour à la réalité est d'autant plus difficile que ces attentats sont perpétrés par des enfants de notre pays en frappant impunément la jeunesse de notre pays.

Ce paradoxe, d'une jeunesse qui s'est faite l'ennemie d'une autre, montre bien la logique d'exclusion dans laquelle sont plongés une partie de nos concitoyens. Cela est aussi une réalité dans de nombreux pays.

Ne nous trompons pas, ces jeunes prêts à perdre la vie pour gagner le paradis, ne partent pas faire le jihad par seule conviction religieuse. Tous les experts s'accordent à dire que la majorité d'entre eux embrassent cette cause faute de racines, de perspectives et de place dans la société française. Ainsi, ils s'engagent pour en découdre avec une société qu'ils exècrent. Cela se traduit par la haine de l'école, de la police, des pompiers, afin tout ce qui matérialise notre société. A mon sens, nous pouvons faire le parallèle avec les adhérents des groupuscules d'extrême droite. Je pense particulièrement à ceux de la Taverne de Thor qui incarnent, eux, les idées Néo-Nazis et qui sont installés impunément en Lorraine.

Heureusement cette radicalisation ne touche que quelques personnes, mais soyons sûrs qu'ils sont bien plus nombreux à se réjouir des attentats, tant au niveau des extrémistes islamistes, que du dictateur Syrien, ou d'une partie de l'extrême droite, notamment à l'approche des échéances électorales.

Pour ma part, je me félicite que la CGT réactive le collectif Confédéral « Paix et Désarmement ». Il n'y a pas de guerre juste, chaque camp est tour à tour bourreau ou victime.

Voilà donc notre pays en Etat d'urgence pour 3 mois, Etat d'urgence voté par la quasi-totalité des députés et tous les partis représentés. Le Président Hollande ne déroge pas à la loi du talion qui confirme cette règle mondiale du « œil pour œil ». Nous pouvons comprendre que l'émotion suscitée par les événements conduise de prime abord l'opinion publique à plébisciter, comme les parlementaires, l'Etat d'Urgence, les dispositions sécuritaires et la guerre. Néanmoins, pour la CGT, même si une période de deuil national s'impose, cet Etat d'urgence ne peut conduire à la remise en cause des libertés liées à notre République et à notre démocratie.

Ainsi, les agents des services de l'Etat, confrontés à un véritable plan social avec la mise en place de la réforme territoriale et la fusion des Régions ont décidé de reporter la manifestation prévue le 19 novembre dernier devant les Préfectures de Lorraine et de Champagne-Ardenne. Il en est de même, pour la manifestation des retraités prévue le 24 novembre. En revanche, la CGT appelle le 2 décembre prochain à une journée d'action nationale, pour les droits et les libertés syndicales. Comme vous le savez, les camarades d'Air France sont convoqués devant le tribunal de Bobigny et déjà 6 d'entre eux sont licenciés et en mesure conservatoire. Nous le voyons, la dérive sécuritaire qui s'empare de notre pays ne vise pas seulement les fanatiques, mais aussi les émigrés qui croient encore à l'Eldorado français, ou les syndicalistes qui luttent pour leurs emplois. Ce 2 décembre il ne s'agit pas de manifester sur le thème « nous sommes tous des Air France », mais bien de faire le parallèle avec toutes les remises en cause des droits et libertés syndicales dans nos départements, et il y en a !

Oui mes camarades, la CGT est une fois de plus à contrecourant de la presque pensée unique qui s'installe aujourd'hui dans notre pays. Et pourtant, après la guerre de 40, tous les états s'accordaient par une déclaration de l'OIT sur le fait que seule la justice sociale était facteur de paix pour l'avenir. La CGT aujourd'hui n'affirme pas autre chose. Néanmoins, ceux qui luttent pour plus de justice sociale sont mis à l'index et même licenciés.

Néanmoins, après les arrestations des camarades d'Air France, comme des criminels à 6h du matin, la CGT et ses militants, en accord avec une majorité de salariés, a refusé de participer à la Conférence Sociale. La CGT a pu ainsi être audible dans les médias en ne participant pas à ce simulacre, s'il en est, de dialogue social.

Si nous sommes convaincus que nous devons tenir sur nos conceptions sociales, force est de constater que cela doit être difficile pour nos militants dans les entreprises. Comment pouvons-nous les aider pour ne rien lâcher sur nos convictions, particulièrement face aux idées d'extrême droite qui gagnent chaque jour du terrain dans les milieux populaires

d'autant que Hollande fait la part belle à Marine Le Pen en la recevant à l'Élysée au même titre que les partis républicains.

Les élections régionales vont être un bon indicateur. Une abstention forte s'annonce et ces événements et les mesures engagées vont servir le parti frontiste. Mais pas seulement, car les conséquences de la déprime économique et sociale, de la casse de l'emploi et des acquis sociaux, le chômage élevé sont aussi des facteurs importants du manque de perspectives, de peur de l'avenir et du rejet de l'autre.

Sans être pessimiste, cela ne va pas s'arranger dans l'immédiat avec les réformes libérales en cours mises en place par la majorité socialiste, accompagnées par des syndicats complaisants. Ces réformes d'ailleurs, la droite ne les aurait pas reniées. Les dernières barrières de la mise en place des doctrines libérales européennes sont en train de sauter après la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la France.

Voilà, tout est paré pour installer cette Europe Fédérale des Régions et des Métropoles tant rêvée par nos patrons. Mises en place autour de territoires d'excellence, les entreprises auront tous les financements, les services publics, la recherche et le développement, l'Université, la formation, les infrastructures à leurs ordres. Pour ceux qui en doutaient, nous voilà maintenant entrés dans l'ère d'une société au service des entreprises.

Cela est à l'opposé de ce que revendique la CGT car, en effet, sans partage de la richesse, sans solidarité, sans garanties sociales, le nombre d'exclus ira grandissant et la guerre perdurera.

Malgré tout, l'explosion sociale n'est pas loin. Les luttes nombreuses pour l'emploi ou les salaires ont perlé en Lorraine. La Lorraine est dans une situation sociale catastrophique, les indicateurs économiques sont au rouge et la casse des emplois dans les services publics et l'industrie continue. La fusion des trois Régions au 1<sup>er</sup> janvier prochain pourrait être une chance pour repartir sur d'autres perspectives. Néanmoins, la réforme territoriale en cours va plutôt favoriser les zones urbaines et péri-urbaines en amplifiant la désertification de nos campagnes, déjà bien touchées par la fermeture des agences de services publics, d'hôpitaux, de gares.

Les investissements vont se faire avant tout dans les Métropoles et les territoires d'excellence qui bénéficieront en priorité des subventions européennes. Ainsi, nos territoires seront dorénavant gérés comme des entreprises et soumis aux mêmes règles de concurrence effrénée. La libre concurrence chère aux libéraux européens trouve là concrètement ses fondations pour plusieurs décennies. Le futur accord commercial transatlantique parachèvera leurs exigences. En France, c'est le rapport Combrexelle qui va porter un coup supplémentaire aux salariés.

Une société mondialisée basée sur le commerce, y compris dans les rapports sociaux, voilà ce que veulent les capitalistes. Le contrat de gré à gré acté dans la loi Macron est une première pierre posée à l'édifice.

Force est de constater que le rapport de forces est du côté de nos adversaires sociaux et qu'ils s'en servent largement depuis quelques années. Comment regagner le rapport de forces, voilà la question centrale qui est posée à la CGT.

Pour ce faire nous devons regagner l'adhésion des salariés sur le fait que d'autres choix de société sont possibles en donnant des perspectives. Sur la question des 32h par exemple, si nous la posons simplement comme telle, sans argumentation, les salariés nous riront au nez. En revanche, si nous expliquons que les profits engendrés permettent la satisfaction de cette revendication et que c'est la solution pour partager l'emploi et lutter contre le chômage et les reculs sociaux qui en découlent, si nous expliquons que cela se fait déjà dans certaines entreprises, alors nous pourrions commencer à convaincre quelques salariés.

La consultation lancée par la CGT doit être un véritable catalyseur pour rencontrer, écouter et mobiliser les travailleurs. Il nous faut gagner nos syndicats, nos militants pour qu'ils s'engagent complètement dans la démarche. Nous voyons bien que c'est souvent au niveau de nos équipes militantes que les premiers freins sont posés.

Pour revenir sur la Réforme territoriale, le 4 décembre, nous invitons tous les délégués syndicaux, les secrétaires de syndicats et d'unions locales, les membres des CE d'UD, les professions et les mandatés du CRL à participer à une journée d'étude sur « *Réforme Territoriale et Enjeux CGT* ».

Potentiellement plus de 1000 militants étaient concernés par cette journée d'étude. Nous pensions atteindre l'objectif fixé de 150 participants. Or, aujourd'hui, à 10 jours de cette journée, seuls 60 militants se sont inscrits. Je ne vais pas revenir aujourd'hui sur les enjeux, ils seront débattus le 4 décembre. Mais nous voyons bien que sur un sujet aussi important, qui va modifier en profondeur notre République, la vie de tous les citoyens, mais aussi des salariés et des privés d'emploi, même nos premiers dirigeants ne s'approprient pas la réforme. Alors, comment les enjeux vont-ils être posés dans l'entreprise, dans le syndicat, dans l'Union Locale, mais aussi dans l'UD ?

Comme à chaque fois, nous savons ce qui va se passer, mais nous n'y croyons pas alors que cette question se veut centrale dans la préparation de notre Congrès, particulièrement sur les enjeux posés à la CGT.

Néanmoins, comme vous le savez, nous avons pris les devants au niveau des trois Régions d'ACAL. La Coordination CGT ACAL que nous avons créée autour des 3 Comités Régionaux actuels et des 10 UD permet de se rencontrer, d'échanger et de préparer les échéances à venir. Les premières sont institutionnelles car plusieurs institutions fusionnent au 1<sup>er</sup> janvier et nous devons proposer des mandatements à l'échelle de ce nouveau périmètre. Ceci n'est pas simple vous vous en doutez. Ainsi, la coordination a décidé de travailler dès l'année

prochaine à partir de 3 pôles : La Formation Professionnelle, La Protection Sociale et le CESER.

Sur ce dernier, une transition de deux ans est prévue en fusionnant les 3 CESER. D'ailleurs la CGT présente un candidat à la Présidence en la personne de Patrick Tassin. Deuxième candidat à se faire connaître après Roger Cayzelle. Ce sont deux conceptions différentes qui s'opposent et sont en campagne. Nous avons d'ailleurs une réunion demain à Strasbourg avec nos mandatés pour échanger entre autres sur cette question.

Pour terminer je voudrais saluer le résultat obtenu par les cheminots aux élections professionnelles. Dans un contexte difficile, notre syndicat a limité la casse en gardant la première place et en mettant la deuxième organisation à plus de 11 points derrière.

D'ailleurs, avec les élections dans les TPE en décembre 2016, nous entrons dans une phase importante pour la CGT, car il en va de notre représentativité.

Voilà mes camarades, quelques éléments pour ouvrir le débat de cet après-midi, débat que nous devons mettre en lien avec la préparation de notre 51<sup>ème</sup> Congrès Confédéral.